

La résistance est la seule voie vers la fin du sionisme

Journée de la terre en Palestine

Comité Action Palestine (mars 2015)

La Journée de la Terre est hautement symbolique : elle exprime à la fois la résistance au sionisme et le refus de l'usurpation de la terre qui est l'essence-même de la colonisation juive de la Palestine.

Le 30 mars 1976, six Palestiniens de 1948 (c'est-à-dire ceux qui ont pu rester en 1948 après la création par la force de l'Etat d'Israël) étaient abattus par l'armée d'occupation d'Israël, 96 étaient blessés et 300 autres arrêtés. Leur crime ? Avoir manifesté contre l'État sioniste qui avait confisqué et déclaré " zone militaire " 1700 hectares appartenant à des villages palestiniens. Depuis lors, tous les 30 mars, la « Journée de la Terre » commémore cet événement en Palestine et partout dans le monde où se trouvent les défenseurs des droits du peuple palestinien.

Le sionisme est un mouvement colonial et raciste qui est à l'origine de la création de l'Etat d'Israël. Celui-ci bénéficie du soutien inconditionnel des puissances impérialistes occidentales qui considèrent cette entité comme leur agent au Proche et Moyen Orient. Depuis plus d'un siècle, les sionistes spolient les terres palestiniennes utilisant comme moyens les crimes de masses, l'épuration ethnique les assassinats de leaders politiques ou les emprisonnements de résistants. C'est la même politique qui est menée par tous les gouvernements sionistes quelle que soit leur étiquette. La colonisation de toute la Palestine est inscrite au cœur du projet sioniste.

Mais face à cette machine à broyer, et depuis la fin du XIX^{ème} siècle, les Palestiniens résistent avec la même détermination par tous les moyens possibles. Chaque guerre israélienne a comme objectif d'anéantir la résistance palestinienne afin de mieux poursuivre le plan de colonisation de toute la Palestine. Pourtant inlassablement chaque guerre renforce la résistance palestinienne et affaiblit l'ennemi sioniste. En témoigne la guerre de l'été 2014, pendant laquelle la résistance a pu démontrer sa puissance grandissante, infliger à l'occupant de lourdes pertes humaines et économiques, et a réussi à semer le doute et la peur chez les colons.

Le renforcement de la résistance face aux sionistes et à leurs alliés impérialistes est aussi visible à l'échelle régionale. Malgré tous les efforts pour créer le chaos au Moyen Orient en armant et en soutenant les forces dites rebelles, l'Occident n'a pas réussi à affaiblir l'axe de résistance au sionisme que constituent le Hezbollah, la Syrie, l'Iran et la résistance palestinienne. L'objectif impérialiste d'empêcher le développement de l'Iran comme puissance régionale face aux monarchies pétrolières n'est pas atteint non plus. C'est une défaite de taille pour l'Occident, USA en tête, qui est en train de revoir sa stratégie, négocie avec l'Iran, et se dit prêt à considérer le pouvoir syrien comme partie intégrante de la solution pour ce pays ravagé par quatre années de guerre. C'est surtout un échec de la stratégie sioniste consistant à entraîner l'Occident dans une guerre totale avec l'Iran et à entretenir le chaos dans le monde musulman.

Cet affaiblissement inexorable de l'entité coloniale se traduit également par les efforts démesurés que font les sionistes pour imposer leur diktat à tous les Etats occidentaux. Les sionistes entretiennent un climat qui tend à faire croire que l'antisémitisme se développe un peu partout dans le monde, et notamment en France. C'est une stratégie qui consiste à inciter les Juifs à émigrer en Palestine pour renverser les équilibres démographiques en leur faveur. Cette

propagande, largement relayée par les médias et les instances politiques vise aussi, en assimilant antisionisme et antisémitisme, à museler et à casser tout mouvement de solidarité avec le peuple palestinien et à criminaliser de toute critique à l'endroit de l'Etat sioniste. La manière dont les sionistes ont voulu tirer profit des attaques perpétrées en janvier dernier en France contre le journal Charlie Hebdo et une épicerie casher, puis contre un centre culturel au Danemark illustre parfaitement cette stratégie. En situation de crise en Occident, il s'agit de créer un ennemi commun. Comme l'Etat d'Israël, la France aurait comme ennemi « l'arabe » et plus spécifiquement le « musulman » qui serait responsable de la violence et mettrait en danger la « démocratie » et l'un de ses fondements, la liberté d'expression. En se précipitant encore une fois au diner annuel du CRIF, toute la classe politique française a cautionné les propos racistes de Cukierman, qui a déclaré que *«toutes les violences aujourd'hui sont commises par des jeunes musulmans »*. Au-delà des lois d'exception et de la répression qui s'abat sur les citoyens musulmans et les militants, il faut analyser ces éléments comme une expression de la faiblesse du système. Comme en Palestine, il est plus que temps de s'unir pour développer un rapport de force favorable.

Le projet sioniste semble aujourd'hui en grande difficulté. Il est vain de croire que le résultat des élections en Israël aurait pu changer la situation des Palestiniens. Quelle que soit leur affiliation, les dirigeants de l'entité ont toujours mené une politique coloniale et raciste. Cette politique ne cessera que lorsque le colonialisme juif en Palestine aura cessé d'exister. Tout discours sur la paix, ou sur la co-existence de 2 Etats, relève au mieux d'une certaine naïveté ou d'une immaturité politique, au pire d'une conception sioniste de l'avenir de la Palestine. Les Palestiniens savent que la résistance et la lutte armée restent les seules voies de libération nationale.

- Nous, Comité Action Palestine, sommes à leurs côtés sur ce chemin. Nous réaffirmons que la Palestine est arabe, et soutenons la lutte du peuple palestinien jusqu'à la victoire de la résistance et la satisfaction des revendications légitimes :
 - La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.
 - Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son autodétermination et son indépendance nationale.
 - La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.
 - La libération de tous les résistants emprisonnés.
-

De Charlie Hebdo à l'islamophobie d'Etat

Comité Action Palestine (janvier 2015)

« La dictature n'est pas le contraire de la démocratie, mais son évolution par temps de crise ». Bertolt Brecht

Le Comité Action Palestine condamne fermement l'assassinat comme mode d'action politique et défend la liberté d'expression. Charlie Hebdo avait le droit d'exprimer son opinion même si elle était nauséabonde et d'une vulgarité sans nom. Mais cette liberté d'expression ne peut être à géométrie variable, elle est un principe. C'est ce principe que le Comité Action Palestine a toujours défendu dans le cadre de son action, et c'est au nom de ce principe qu'il avait dénoncé les interdictions des spectacles de l'humoriste Dieudonné. Or on constate que l'Etat français la défend dans le cas de Charlie Hebdo alors qu'il n'a pas hésité à censurer Dieudonné

et interdire les manifestations dénonçant les massacres sionistes à Gaza en juillet 2014. Devons-nous en conclure que la liberté d'expression s'arrête là où commence l'Etat d'Israël ? La présence à la manifestation parisienne du dimanche 11 janvier 2015 de plusieurs dirigeants de l'entité sioniste répond sans ambiguïté à cette question.

Mais au-delà de cette clarification sur les principes, Il faut prendre la mesure des événements actuels. Suite aux « attentats de Charlie Hebdo », on assiste à une manœuvre politique d'une ampleur inégalée qui prend la forme d'une mobilisation de masse et d'une propagande médiatique à grande échelle. Les objectifs de cette manœuvre commencent à apparaître clairement. Dans une situation de crise économique extrême, il s'agit de décomplexer l'islamophobie qui a été instillée dans la société française depuis des années ; de créer la division et un état de tension permanent entre la minorité musulmane et le reste de la population ; de préparer la répression de cette minorité musulmane notamment à travers un arsenal juridique ; de créer une identification entre la situation d'Israël et celle de la France et justifier la répression de l'antisionisme. Le but est clairement d'empêcher toute contestation sociale et politique et expression de solidarité avec le peuple palestinien. Pour la minorité musulmane, les options qui lui restent à l'avenir ne sont pas nombreuses : se soumettre, émigrer ou s'organiser.

Le Comité Action Palestine appelle à la vigilance et invite urgemment les musulmans à s'organiser et à résister à la répression qui s'annonce.

La reconnaissance d'un Etat palestinien : un marché de dupes !

Comité Action Palestine

(Décembre 2014)

Plusieurs Etats européens s'apprêtent à reconnaître symboliquement un Etat palestinien. On peut se demander quelle motivation anime aujourd'hui ces Etats alors qu'aucun d'entre eux n'a eu le moindre geste symbolique pour dénoncer les massacres commis par les sionistes à Gaza au cours de l'été 2014.

Dans les médias occidentaux, on nous présente cette initiative partie de Suède comme un enjeu majeur vers le règlement du conflit. Pourtant un Etat palestinien est déjà reconnu par l'immense majorité des pays du monde, sans que cela ne change absolument rien sur le terrain. Il semble alors nécessaire de s'interroger sur la signification d'une telle démarche de la part de quelques ex-puissances coloniales, qui soutiennent de manière fervente le sionisme et l'Etat d'Israël. Il faut aussi se demander pourquoi maintenant et quelles peuvent en être les conséquences.

Mais d'abord de quel Etat parle-t-on ? L'« Etat palestinien » que s'apprêtent à reconnaître quelques Etats européens est un territoire aux frontières non définies englobant une portion minime du territoire de Palestine, sans aucune souveraineté, sous occupation militaire et truffé de colonies toujours plus nombreuses où sont installés près de 600 000 colons juifs. C'est un territoire administré par des dirigeants illégitimes et corrompus, non élus et non mandatés par le peuple palestinien pour négocier sur ce point sans tenir compte des revendications nationales. Il s'agit de donner le statut

d'Etat à des portions de territoire sous administration de l'Autorité Palestinienne, donnant ainsi l'illusion que le processus d'Oslo a eu quelques effets bénéfiques. Mais quid d'al-Quds comme capitale, chaque jour plus isolée du reste de la Cisjordanie en raison de la colonisation galopante. Quid du retour des réfugiés, du démantèlement des colonies, de la libération des prisonniers politiques, lors de la reconnaissance de cet Etat fantôme? Nul ne le sait.

Par cette démarche, l'Europe croit encore pouvoir ressusciter un « processus de paix » mort depuis longtemps et sauver l'Etat sioniste avant qu'il ne soit trop tard. Cette entité est la base avancée de l'impérialisme dans la région et tout doit être mis en œuvre pour protéger son existence. Les déclarations des dirigeants politiques, notamment en France, sont claires. Ils agissent pour la « sécurité d'Israël ». Cette reconnaissance vise aussi à apporter un soutien à Mahmoud Abbas et à ses acolytes collaborationnistes de l'Autorité Palestinienne qui se trouvent dans une posture particulièrement défavorable après la victoire de la résistance armée à Gaza.

Effectivement il n'est pas anodin que cette reconnaissance (ou non) apparaisse actuellement comme une priorité dans l'agenda politique des Etats européens alors que cette question n'avait pas engendré de réaction majeure de leur part lorsqu'elle avait été soumise à l'ONU en 2011. Il faut dire que la situation sur le terrain a bien changé. Depuis cette date, l'entité sioniste s'est particulièrement affaiblie. Elle a multiplié les échecs militaires face à la résistance palestinienne qui a quant à elle, intensifié sa force de frappe comme elle a pu le montrer au cours de l'été 2014. Jamais auparavant, l'entité sioniste n'avait été déstabilisée à ce point par la résistance. Il semble par ailleurs que la volonté d'unité palestinienne n'ait jamais été aussi forte que maintenant. Le peuple est unanimement aux côtés de la résistance armée et la coordination des organisations de la

résistance a montré son efficacité sur le plan militaire, même si cela a du mal à se traduire pour l'instant en acquis politiques. En réponse à la poursuite de la colonisation sioniste en Cisjordanie, à la judéisation galopante d'al-Quds et aux menaces sur la mosquée al-Aqsa, la jeunesse palestinienne n'a plus rien à perdre face à l'occupant. Elle est déterminée à résister à la dépossession par tous les moyens à sa disposition. De plus, les puissances occidentales n'ont pas réussi à venir à bout des pays qui leur résistent comme l'Iran et la Syrie, ou des mouvements de résistance comme le Hezbollah libanais. La vitalité actuelle de la résistance palestinienne à Gaza, mais aussi l'éventualité d'une nouvelle Intifada en Cisjordanie et à al-Quds, représentent une menace centrale pour le camp impérialiste dans la région. Tout doit être mis en oeuvre pour empêcher la résistance de se structurer et d'agir.

Mais les considérations de politiques étrangères n'expliquent pas à elles seules la démarche. Au cours de l'été 2014, les Etats européens ont pu mesurer une nouvelle fois le fossé entre leur soutien indéfectible à l'entité sioniste et l'immense solidarité populaire envers la résistance palestinienne, exprimée notamment par les populations arabo-musulmanes. Ce fut particulièrement le cas en France où le gouvernement socialiste a interdit plusieurs manifestations de soutien et continue à menacer des militants de la cause palestinienne. La reconnaissance de l'Etat palestinien portée à l'Assemblée nationale par quelques députés de gauche ne semble être qu'une manœuvre politicienne pour tenter de séduire l'électorat populaire qu'elle a perdu cet été.

Il ne fait aucun doute que cette reconnaissance ne traduit en rien une soudaine prise de conscience de la justesse de la cause palestinienne pour les Etats européens. Qui plus est, la création d'un Etat palestinien fictif constituerait un véritable piège pour les Palestiniens. La création de cet « Etat » figerait une situation coloniale en violant le droit

à l'autodétermination et au retour des réfugiés palestiniens dans leurs foyers. On peut parier que les Etats européens agissent en toute connaissance de cause au profit de l'entité sioniste car ils savent parfaitement que la création d'un Etat palestinien, même dans les frontières de 67, est impossible. Impossible car la puissance occupante n'en veut pas, et les faits sur le terrain révèlent ses véritables intentions. D'un côté, la colonisation se poursuit inexorablement et de l'autre, le parlement sioniste vote des lois définissant officiellement l'entité sioniste comme l' « Etat-nation de tous les juifs du Monde ». L'objectif est clair : finir ce qui été commencé en 1948 !

Le mouvement de solidarité a la responsabilité de ne pas se laisser berner par ce marché de dupes et par des concepts vides imposés par les puissances occidentales. Toute autre posture relève de la naïveté ou de l'immaturité politique. Il faut se concentrer sur les strictes revendications nationales du peuple palestinien que sont le droit à l'autodétermination et le droit au retour des réfugiés. Il faut soutenir inconditionnellement la résistance pour la libération totale de la terre arabe de Palestine. La volonté palestinienne est là, et nulle part ailleurs !

Vers la libération de Al-Quds et de toute la Palestine

Aujourd'hui les Palestiniens sont à la croisée des chemins. Ou la lutte s'accélère, s'intensifie et continue jusqu'au terme de la libération ou ils disparaissent sous le gigantesque rouleau-compresseur de la colonisation sioniste. Après les massacres de Gaza l'été dernier et la menace qui pèse sur la

mosquée Al-Aqsa, les Palestiniens ont compris que l'épreuve de force est obligatoire pour s'imposer et stopper l'extension de la judaïsation à Al-Quds. Depuis un siècle, et surtout depuis 1948 et la Nakba, la colonisation juive de la Palestine est bien une œuvre de judaïsation de la Palestine. Une œuvre de crimes de masse et de purification ethnique.

En 1949 déjà, Ben Gourion parlait d'une « Jérusalem juive », et aujourd'hui il s'agit d'instituer le « grand Jérusalem », c'est-à-dire d'imposer « une identité juive » à cette ville. Cette politique raciste n'est rien d'autre que l'effacement de la Palestine et des Palestiniens, d'une nation et d'un peuple, d'un patrimoine culturel et civilisationnel multi-séculaire.

Depuis le mois d'août, les profanations répétées de la mosquée Al-Aqsa, les assassinats et les arrestations de Palestiniens à Al-Quds n'ont pas laissé d'autres choix aux Palestiniens que la résistance et la confrontation directe avec les sionistes et leurs appareils sécuritaires. Cette fameuse « communauté internationale » reste silencieuse comme à son habitude face aux exactions sionistes. Il ne faut rien en attendre. Les pays arabo-musulmans, minés par des guerres intestines, condamnent par les mots. Une passivité qui traduit une collaboration de fait avec l'ennemi sioniste. Il ne faut rien en attendre non plus. Et depuis longtemps, plus personne n'attend rien de l' « Autorité palestinienne » qui n'a d'autorité que pour réprimer les Palestiniens qui se soulèvent pour sauver Al-Aqsa.

Les Palestiniens se retrouvent encore une fois seuls pour résister à la colonisation juive et faire exister la Palestine comme elle a toujours existé. La libération de la Palestine sera l'œuvre des Palestiniens eux-mêmes, mais tous ceux qui sont épris de justice ne doivent pas se dérober à leur devoir.

Car au-delà des croyances, des doctrines et des pratiques, le mouvement de solidarité avec la Palestine devrait s'unir autour de la justice et la liberté comme horizon indépassable.

Pas de justice sans liberté et pas de liberté sans justice. Les Palestiniens ne veulent pas de nos larmes ni de notre compassion pleurnicharde. Encore moins du discours formel sur la « paix ». Ils souhaitent tout simplement que nous exprimions ici, dans l'espace occidental, leur volonté politique : la libération de la Palestine. Si le mouvement de solidarité doit avoir une mission à remplir, c'est celle d'être l'écho de la société palestinienne qui résiste à l'ennemi sioniste. Cet ennemi impitoyable, déterminé, dominé par la seule volonté d'effacer la Palestine et de broyer les Palestiniens. Assuré du soutien sans faille du monde occidental et de la trahison des Etats arabes, il poursuit son entreprise depuis l'institution d' « Israël » sur la terre arabe de Palestine. La forme de la violence coloniale conditionne la réponse libératrice. Face à une telle barbarie, la résistance ne peut être qu'armée. Vaincre ou périr, le peuple palestinien n'a pas le choix. Au lieu de nos larmes, la Palestine a besoin de nos armes. Et l'une de nos armes est de mobiliser un soutien inconditionnel. Et avec pour seul mot d'ordre : libération d'Al-Quds et de toute la Palestine. A cette condition seulement le mouvement de solidarité aura réalisé sa mission : servir le peuple palestinien et non s'en servir. Nous n'avons ni conseil ni leçon à lui donner. Nous n'avons pas à parler pour lui ou à sa place.

Nous avons seulement à dire sa vérité qui est la vérité de l'histoire. Elle doit être notre boussole. Comme Al-Aqsa est la boussole des Palestiniens et de tous les musulmans.

Comité Action Palestine

Calendrier Palestine Libre 2015

SOUTIEN A LA RESISTANCE PALESTINIENNE

Comité Action Palestine

Calendrier 2015

Au-delà des croyances, des doctrines et des pratiques, le mouvement de solidarité avec la Palestine devrait s'unir autour de la justice et la liberté comme horizon indépassable. Pas de justice sans liberté et pas de liberté sans justice. Les Palestiniens ne veulent pas de nos larmes ni de notre compassion pleurnicharde. Encore moins du discours formel sur la « paix ». Ils souhaitent tout simplement que nous exprimions ici, dans l'espace occidental, leur volonté politique : la libération de la Palestine. Si le mouvement de solidarité doit avoir une mission à remplir, c'est celle d'être l'écho de la société palestinienne qui résiste à l'ennemi sioniste. Cet ennemi impitoyable, déterminé, dominé par la seule volonté d'effacer la Palestine et de broyer les Palestiniens. Assuré du soutien sans faille du monde occidental et de la trahison arabe, il poursuit son entreprise depuis l'institution d' « Israël » sur la terre sacrée de Palestine. La forme de la violence coloniale conditionne la réponse libératrice. Face à une telle barbarie, la résistance ne peut être qu'armée. Vaincre ou périr, le peuple palestinien n'a pas le choix. Au lieu de nos larmes, la Palestine a besoin de nos armes. Et l'une de nos armes est de mobiliser un soutien inconditionnel. Et avec pour seul mot d'ordre : la libération de toute la Palestine. A cette condition seulement le mouvement de solidarité aura réalisé sa mission : servir le peuple palestinien et non s'en servir. Nous n'avons ni conseil ni leçon à lui donner. Nous n'avons pas à parler pour lui ou à sa place. Nous avons seulement à dire sa vérité qui est la

vérité de l'histoire. Elle doit être notre boussole.

Comité Action Palestine

Ce calendrier se fait l'écho des organisations de la résistance palestinienne et des mouvements qui les soutiennent dans le Monde

Le droit à la résistance

Message de Abu Imad Rifai, porte-parole du Jihad islamique au mouvement de solidarité (août 2014)

« ...Mes frères et sœurs, face aux désastres auxquels notre peuple a été soumis, notre peuple n'a cessé de lutter et de combattre pour récupérer sa terre spoliée par une décision internationale inique. Notre peuple a exercé son droit à la résistance, garanti par le droit international et les lois divines, pour chasser l'occupant et reprendre sa vie libre et digne. La résistance de notre peuple, qui a surpris le monde, tire sa force de sa foi en son droit et de l'injustice qu'il ressent envers l'attitude de ce qui s'appelle « la communauté internationale » qui a fermé les yeux et s'est bouché les oreilles face aux crimes commis par l'ennemi. Notre peuple a pris la décision de défendre son droit à affronter l'arrogance de l'ennemi, par son sang et sa chair, et à arracher ses droits, tous ses droits.

Vous avez assisté à l'héroïque épopée de notre peuple dans la bande de Gaza. Par le biais de sa résistance toutes les organisations se sont unies, sur le terrain, dans l'unité du sang, et sur le plan politique, et c'est la principale cause de notre victoire. Notre peuple a décidé d'imposer à l'ennemi l'arrêt des opérations terrestres, l'arrêt des assassinats et des meurtres, et de briser enfin le blocus injuste et meurtrier, ce blocus qui a duré 8 ans sans que personne au monde ne l'arrête, à l'exception des flottilles de la liberté, dont certains des participants ont payé de leur vie. Notre peuple est redevable à ceux-ci comme à vous pour votre fidélité.

Les véritables alliés de notre peuple dans sa bataille sont ceux qui se sont mobilisés au nom de leur humanité et qui sont descendus dans les rues et les places. A ceux qui ont résisté au gaz, aux pressions, à l'interdiction des manifestations par le gouvernement français à Paris, et à ceux qui ont été arrêtés, nous disons : nous sommes avec vous et

n'oublierons jamais vos efforts et sacrifices. A vous les hommes libres, au nom du Jihad Islamique en Palestine, nous vous promettons, qu'avec l'ensemble des autres forces de la résistance, nous poursuivrons la lutte, jusqu'à ce que l'occupant soit chassé de nos terres, et que nos droits soient rétablis. Nous vous remercions tous pour votre soutien à nos droits et notre lutte pour une vie digne.

Dites aux gens la vérité, dévoilez les mensonges de la propagande sioniste... car nous sommes certains que les peuples du monde aiment et défendent la vérité... Et que ces peuples, lorsqu'ils sauront la vérité, ne peuvent que s'y accrocher encore plus et lutter en sa faveur. C'est alors que les peuples imposeront à leurs gouvernements iniques et menteurs, de cesser leur soutien criminel à cette entité...

<http://www.comiteactionpalestine.org/word/message-de-abu-imad-rifai-responsable-du-jihad-islamique-au-mouvement-de-solidarite-en-france/>



Août آب						
Dimanche الاحد	Lundi الاثنين	Mardi الثلاثاء	Mercredi الاربعاء	Jeudi الخميس	Vendredi الجمعة	Samedi السبت
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16 Révolte populaire à Al Quds (1929) ية الثورة الشعبية بالقدس، ١٩٢٩	17	18	19	20	21 Incendie de la Mosquée al-Aqsa (1968) احتراق مسجد الأقصى، ١٩٦٨	22
23	24	25	26 Cessez de feu et victoire de la résistance à Gaza (2014) وقف إطلاق النار و اتصال المقاومة في قطاع غزة	27	28	29
30	31					

Vous pouvez le **commander** dès maintenant grâce à [ce formulaire](#).
Imprimez-le et renvoyez-le nous accompagné de votre règlement.

Prix : 5 euros (+ frais d'envoi). Nous contacter à actionpalestine@hotmail.com pour des informations complémentaires.

Les guerres de Gaza



La dernière bataille de Gaza de l'été 2014 s'inscrit dans la logique des guerres que l'Etat sioniste déclare de manière régulière au peuple palestinien et à sa résistance. Que ce soit la guerre de 2008-2009, celle de 2012 ou celle de l'été 2014, ce fut un échec pour l'Etat sioniste et des victoires toujours plus nettes pour la résistance palestinienne. Il s'agit donc de comprendre pourquoi le régime israélien maintient cette logique d'agressions récurrentes sachant que chaque nouvelle guerre démontre et aggrave ses faiblesses, d'appréhender les facteurs du renforcement de la résistance palestinienne et enfin d'analyser les conséquences politiques de ces guerres pour le peuple palestinien.

1-La logique guerrière de l'Etat sioniste et ses contradictions

Depuis la libération de Gaza en 2005, le pouvoir israélien mène avec une périodicité de deux ou trois ans des guerres d'agression à l'encontre des Gazaouis. La première attaque remonte à 2007 et s'est faite indirectement par l'intermédiaire de la frange collaboratrice du Fatah qui a tenté un coup d'Etat contre le Hamas. Ce plan fomenté par Israël et les Etats-Unis fut un fiasco à l'épreuve du terrain. Puis 3 autres agressions ont suivi, en 2009, en 2012 et en 2014, cette fois-ci engageant directement l'armée sioniste. Si à chaque fois, le bilan humain et les destructions matérielles furent très lourds pour les Palestiniens, il apparait aussi clairement que ces différentes agressions ont constitué des défaites pour Israël. En 2009 et 2012, les opérations terrestres furent stoppées rapidement et avec succès par les combattants palestiniens et Israël n'a atteint aucun de ses objectifs militaires et stratégiques, en particulier le démantèlement de l'organisation de la résistance. En 2014,

l'échec de l'entité sioniste est plus probant encore, car non seulement l'offensive terrestre s'est apparentée à une débandade mais aussi parce que l'entité coloniale a été acculée à réclamer, à mendier un arrêt des hostilités et à faire des concessions de taille, au moins formellement, à savoir la levée du blocus.

Il est possible d'identifier deux raisons qui poussent le colonisateur israélien dans cette logique guerrière et autodestructrice car in fine chaque nouvelle bataille vient approfondir les failles du l'Etat colonial et aggrave son affaiblissement. La première raison est d'ordre structurel, c'est-à-dire que dans une guerre asymétrique, comme l'a montré Clausewitz, le temps joue pour la défense, en l'occurrence la résistance palestinienne ici. Ne pas agir pour Israël, c'est laisser les Palestiniens mieux s'organiser et mieux s'armer, c'est-à-dire devenir de plus en plus forts. D'où la nécessité d'intervenir militairement pour tenter d'empêcher ce processus même si les coûts d'une intervention sont très élevés. La seconde raison, plus conjoncturelle, et qui a aussi déterminé le calendrier de l'offensive sioniste, est le rapprochement de la résistance palestinienne avec les éléments de l'axe de résistance, en particulier l'Iran. C'est pourquoi, dans chaque guerre, l'Etat-Major sioniste tente d'éliminer les leaders de la frange militaire pro-iranienne de la résistance.

2-Renforcement et maturation de la résistance palestinienne

Par une sorte de principe des vases communicants, le temps et les guerres affaiblissent les sionistes et renforcent parallèlement la résistance palestinienne. La guerre de l'été 2014 a objectivé les éléments de cette puissance acquise souterrainement par la résistance. Parmi ces éléments, il est possible de relever quelques points saillants : la coordination des diverses organisations palestiniennes au niveau militaire, politique et diplomatique ; la constitution d'un armement plus puissant, plus sophistiqué, capable de déstabiliser l'ensemble de la Palestine occupée ;

l'amélioration des techniques de guérilla et l'importance des pertes militaires infligées à l'ennemi ; la résilience des Palestiniens de Gaza et leur capacité à mener des guerres plus longues pour faire plier l'ennemi.

3-Les conséquences en termes politiques de la guerre

Si chaque nouvelle confrontation se traduit par un affaiblissement du pouvoir des colons juifs et une accumulation de forces par la résistance, la situation de la Bande de Gaza semble en quelque sorte figée. Les victoires palestiniennes de 2009 et 2012 ont abouti à une forme de statu quo, dans lequel les Palestiniens de Gaza étaient étouffés par un blocus. La dernière guerre de la résistance palestinienne a réussi à imposer comme enjeu majeur la levée du blocus, ce que l'ennemi sioniste a fini par concéder. Mais l'expérience a montré que les sionistes n'ont jamais tenu parole et que si la pression se relâche, ils mettront tout en œuvre pour que la levée du blocus ne soit pas effective. Il semble donc que les victoires sur le terrain soient difficilement matérialisables à long terme en gains politiques pour les Palestiniens. C'est comme si, pour reprendre un langage clausewitzien, il était difficile de convertir une victoire militaire en victoire politique. Ce décalage entre une puissance acquise sur le terrain par les résistants de Gaza et les difficultés à obtenir la réalisation de leurs revendications et de leurs droits légitimes peut s'expliquer par le fait qu'il n'existe pas de moyen de pression durable sur l'ennemi sioniste qui puisse le contraindre à se soumettre aux desiderata politiques des palestiniens. Plusieurs facteurs de natures différentes expliquent cet état de fait défavorable à la résistance et aux organisations qui l'encadrent dans la bande de Gaza. Il est possible de distinguer des facteurs indépendants de de la scène gazaouie, propres au contexte national ou régional (facteurs structurels) et des facteurs liés aux acteurs de la résistance à Gaza (facteurs stratégiques).

Parmi les facteurs structurels, apparait en premier lieu

l'isolement de Gaza en raison de la division de la scène palestinienne entre Hamas et Fatah. La collaboration de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie est un élément déterminant dans le rapport de force entre l'ennemi sioniste et la résistance à Gaza au détriment de cette dernière. L'isolement de Gaza sur la scène nationale, l'absence de réaction massive des autres composantes du peuple palestinien permet à Israël de trahir impunément tous les accords signés à l'issue des batailles de Gaza. Le second facteur structurel relève du contexte politique régional caractérisé par l'offensive des forces contre-révolutionnaires (groupes djihadistes, puissances occidentales, Etats du Golfe, Turquie) et dont le résultat patent est le chaos qu'elles ont généré dans plusieurs Etats arabes. La multiplication des conflits dans le monde arabe a relégué de facto la cause palestinienne au second plan, et les Etats traditionnellement solidaires de cette cause sont totalement déstabilisés. D'autre part, il ressort des actes et des déclarations des leaders des groupes djihadistes qu'ils ne portent pas la cause palestinienne dans leur cœur, plutôt alliés de l'Occident et d'Israël et plutôt tournés dans une lutte aveugle contre le chiisme.

Au niveau des facteurs stratégiques, c'est sans doute la mauvaise lecture des enjeux régionaux par le Hamas qui constitue l'élément important qui a aggravé l'isolement de Gaza. Le Hamas a soutenu les Frères musulmans sans discernement en Egypte mais ces derniers ont vu leur légitimité s'effriter et ont été démis du pouvoir par l'armée en raison de leur inaction, de l'absence de changements dans un pays en ébullition révolutionnaire où les attentes populaires étaient énormes. Le Hamas a aussi commis une grave erreur stratégique en prenant position contre le régime syrien qui était un de ses soutiens traditionnels les plus puissants et en autorisant officieusement certains de ses combattants à aller combattre aux côtés des djihadistes. Plus globalement, c'est la place de la résistance palestinienne dans l'axe de résistance (Iran, Syrie, Liban Sud) qui a été fragilisée.

Enfin des tensions internes au Hamas apparaissent sur la stratégie à adopter, à savoir la résistance ou la gestion du pouvoir sur la bande de Gaza. Une certaine aile politique embourgeoisée du Hamas semble vouloir opter pour une gestion en interne du pouvoir, un rapprochement avec les pétromonarchies comme le Qatar, et un éloignement avec l'axe de résistance. Ce choix politique guidé par des intérêts économiques d'une élite se réalise au détriment des intérêts des Gazaouis puisqu'il place la Bande de Gaza à la merci d'Israël qui peut renouveler périodiquement ses agressions.

Avec le recul d'une décennie, une tentative de coup d'Etat avorté (2007) et trois agressions militaires (2009, 2012, 2014), le bilan qu'il est possible de dresser sur la situation de la résistance à Gaza est un bilan contrasté, en demi-teinte. Militairement et stratégiquement, les acquis sont indéniables, remarquables. La résistance a gagné en force, en qualité de l'armement, en technique de guérillas, en détermination au point que les pertes infligées à l'ennemi sont plus grandes et les victoires plus nettes, plus éclatantes. Mais l'isolement de Gaza sur le plan national et régional, les hésitations sur la stratégie de long terme à adopter entre résistance et gestion du pouvoir rendent obsolètes les victoires sur le terrain en termes de gains politiques. Le résultat est une forme de statu quo politique, un enlèvement dans lequel le blocus perdure et qui permet à l'entité sioniste de réitérer ses attaques destructrices à intervalles réguliers. Le sort de Gaza est lié plus que jamais au contexte général de la Palestine occupée et au contexte régional. Il dépend par conséquent aussi de la capacité de la résistance à réaliser une lecture juste et avisée de la situation et des alliances avec les réelles forces de résistance qui existent dans son environnement proche ou lointain.

COMITE ACTION PALESTINE

Ce n'est pas un crime de soutenir la Palestine, mais un devoir !

Mobilisez-vous en soutien aux personnes arrêtées lors des manifestations pour Gaza à Paris, afin d'obtenir l'amnistie pour tous !

[Collectif de soutien aux personnes arrêtées lors des manifestations pour Gaza](#)

Pour signer la pétition

<https://www.change.org/p/la-population-mobilisez-vous-en-soutien-aux-personnes-arr%C3%AAt%C3%A9es-lors-des-manifestations-pour-gaza-%C3%A0-paris-afin-d-obtenir-l-amnistie-pour-tous>

Ce n'est pas un crime de soutenir la Palestine, mais un devoir

Frappé par des policiers lors de son interpellation, puis humilié lors de son procès à l'issue duquel il a été condamné à 4 mois de prison ferme, Mohamed S. est un exemple édifiant de la répression mise en œuvre dès la manifestation du 13 juillet à Paris.

L'interdiction des manifestations de soutien à la Palestine des 19 et 26 juillet 2014 à Paris, et du 20 juillet à Sarcelles – un cas unique en Europe – a été précédée et suivie de dizaines d'interpellations et de garde-à-vue ; d'innombrables procès, le plus souvent en comparution immédiate.

L'objectif premier de cette répression était clairement de briser un mouvement de soutien à la Palestine et à sa résistance, portée de manière autonome par les Arabes et les

musulman-e-s en France. Un mouvement qui s'est opposé sans ambiguïté au gouvernement français, qui a soutenu dès les premiers jours l'entité sioniste.

Au cours de procès ouvertement politiques, la seule dénonciation de l'horreur vécue par les Palestinien-ne-s de Gaza, est devenue passible de prison. Ces procès nous ont, une nouvelle fois, permis de mesurer tout l'arbitraire de cette justice d'exception.

Car en dépit de l'extraordinaire sévérité des peines prononcées, le Ministère public a choisi le plus souvent d'interjeter appel.

Nombreux sont celles et ceux qui devront à nouveau affronter l'épreuve d'un procès à l'issue incertaine. Avec toute l'angoisse que cela représente pour eux, leurs familles et leurs proches. Et les conséquences que de telles audiences peuvent avoir d'un point de vue personnel et professionnel.

Cette nouvelle vague de procès qui se tiendra courant novembre, et qui vient s'ajouter à celle du mois d'octobre, consécutive elle-même à celle de cet été, nous montre l'ampleur inouïe de la répression en cours, et nous rappelle chacun et chacune à nos responsabilités.

C'est pourquoi, nous exigeons l'amnistie des personnes déjà condamnées et l'abandon des poursuites contre toutes celles arrêtées et jugées parce qu'elles ont eu le « tort » de s'être levées pour soutenir les Palestinien-ne-s et leur résistance.

Et nous réaffirmons avec force que ce n'est pas un crime de soutenir la Palestine, mais bien un devoir.

Notre devoir à tou-te-s.

Premiers signataires :

Organisations et collectifs signataires :

Campagne pour l'Abrogation des Lois Islamophobes (A.L.I.), Groupe des Associations de Bagnolet (GAB), ISM-France (International Solidarity Movement, France), collectif Baraka, Coordination contre le racisme et l'islamophobie (CRI), Union pour la Tunisie (UNI-T), Mouvement Echaâb (Tunisie), Wafa – France (Tunisie), Comité Action Palestine (CAP), Mouvement des Jeunes Palestiniens – PYM France, Étudiants Musulmans de France (EMF),

Individus signataires :

Dina Abouzeid (gestionnaire de projet), Nadjib Achour (historien), Nadine Acoury (traductrice), Belkacem Adda (informaticien), Nabil Adda (CPR – Tunisie), Lounès Adi (architecte), Elyas Arfaoui (Artiste), Sarah Asmeta (étudiante en Droits de l'homme), Caroline Aw (mère au foyer), Yassine Ayari (militant), Béatrice Bâ (Maman), Fatima Batou (étudiante), Farida Benmerabet (militante et responsable associative), Nawel Benstitou (mère au foyer), Elizabeth Bishop (enseignante University Texas – San Marco), Mostafa Brahami (Dr. Économie – Enseignant – Lausanne – Suisse), Youcef Brakni (professeur d'histoire), Florian Boucher (militant associatif), Mourad Boudabbouz (vidéaste), Nawal Bozakri (chargée de formation), Abdelaziz Chaambi (président du CRI), Hocine Chougui (journaliste), Justine Courtois (à la recherche d'un emploi), Romadi Mohammed El Amine (Service sécurité incendie et aide à la personne), Mounir El Asri (ingénieur planificateur), Leila El Hadouchi (présidente CRI-IDF) Jamel El Hamri (enseignant), Tayeb El Mestari (militant associatif), Hugo Étienne (Moniteur voile), Youssef Girard (historien), Samir Hachani (maître de conférence Université Alger 2), Khaled Hammadi (Ingénieur), Majid Jerbi (gérant d'entreprises), Chokri Jlassi (membre du bureau politique d'Alliance démocratique – Tunisie), Souad Khaldi

(traductrice), Abdennaceur Laaradh (Mouvement Echaâb – Tunisie), Samir Laidi (conseiller municipal et cadre financier), Wajdi Limam (enseignant en travail social), Naïm Loucif (Imam, Professeur de sciences islamiques, responsable associatif – 74), Fodil Mahani (Entrepreneur), Dante Ibrahim Matta (étudiant), Maghria Mazroui (Responsable recrutement), Houria Medjahed (étudiante), Ayyoub Mehdi (étudiant), Sophien Mehdi (technicien de recherche médicale), Otmame Mekkaoui (chef d'entreprise), Karim Moussa (réalisateur/journaliste reporter d'image), Hani Ramadan (Directeur du Centre Islamique de Genève), Philippe Robin (militant), Mireille Rumeau (militante anticolonialiste), Raghida Ousseiran (traductrice), Mathilde Putcrabey (Graphiste), Sarah Solo (professeur de français), Salah-Eddine Sidhoum (chirurgien – Alger), Abdelatif Sifaoui (journal Le Jeune Musulman – Algérie), Thomas Thouroude (Instituteur), Myriam Yhuel (Directrice agence d'emploi – Casablanca)

« Le sionisme et la menace sur la liberté d'expression : que faire ? » Table ronde le 31 octobre 2014 à Bordeaux

Le sionisme et la menace sur la liberté d'expression : que faire ?

Table-ronde organisée par le Comité Action Palestine, le 31 octobre 2014, de 20h à 23h, Athénée Municipal, Bordeaux. Venez nombreux.

avec

Youssef Girard, historien, membre de la campagne « Abrogation des lois islamophobes » : Islamophobie : empêcher une autre voix musulmane

Jacob Cohen, écrivain : Le CRIF et le lobby sioniste
Yucef Brakni, porte-parole du Groupe des Associations de Bagnolet : La criminalisation de la solidarité avec la Palestine

Une juridiction suprême a vassalisé toutes les institutions françaises. Elle n'a aucune légalité ni même aucune existence incarnée dans un organe d'Etat. Mais elle est présente dans des institutions, dans des associations et sa force de frappe réside surtout dans son influence médiatique. Elle est difficilement identifiable comme entité organisée et reconnue, et pourtant elle juge, délibère et sanctionne quiconque ose la moindre critique à l'endroit du projet de liquidation du peuple palestinien Elle réduit au silence ou à la mort sociale toute personne qui exprime une opinion hérétique. Partout elle a placé ses juges, ses censeurs et sa police de la pensée. Elle est servie par une armée de valets dans toutes les positions stratégiques au sein des institutions. Son arme suprême : le chantage à l'antisémitisme. Cette juridiction suprême est le sionisme.

Daniel Mermet, mais aussi Pascal Boniface, Alain Ménargues, Edgar Morin, Stéphane Hessel, l'humoriste Dieudonné ne sont que quelques exemples de personnalités françaises censurées ou menacées de l'être. Leur tort ? Avoir dénoncé ou critiqué la politique coloniale de l'entité sioniste.

Au début des années 2000, on assiste à une véritable rupture. Effrayés par l'ampleur de la mobilisation en faveur du peuple palestinien lors de la deuxième intifada, les sionistes n'ont eu de cesse d'en appeler à la censure et la répression contre toute forme de militantisme ou d'action antisioniste.

Plus récemment, l'interdiction des manifestations et les condamnations d'un certain nombre de manifestants, dénonçant

la politique meurtrière du sionisme à Gaza, montrent que les principes dits démocratiques sont piétinés dès lors que le sionisme est mis en cause. Non seulement, l'Etat français a apporté son soutien plein et entier à l'agression contre Gaza, mais sous la pression du CRIF, il a pris des mesures d'exception.

Les sionistes entretiennent un climat qui tend à faire croire que l'antisémitisme se développe un peu partout dans le monde, et notamment en France. Cette propagande, largement relayée par les médias et les instances politiques vise aussi, en assimilant antisionisme et antisémitisme, à museler et à casser tout mouvement de solidarité avec le peuple palestinien. Les tentatives actuelles pour criminaliser l'antisionisme sont un pas supplémentaire vers l'étouffement, voire l'interdiction de toute critique à l'endroit de l'Etat sioniste et de tout soutien à la résistance des peuples en lutte.

Afin de légitimer idéologiquement l'atteinte à la liberté d'expression et la répression, la classe politique et les médias ont construit une menace : les musulmans et les habitants des quartiers populaires. L'Etat d'Israël et la France auraient un même ennemi : un islam conçu comme un corps étranger non assimilable, incompatible avec la « modernité » et les « valeurs fondatrices du monde occidental ». Le « musulman » serait responsable de la décomposition du modèle républicain. Ainsi les élites appellent de manière récurrente à instaurer des lois d'exception pour gérer l'Islam et à réprimer davantage les quartiers populaires, perçus comme le foyer des nouvelles classes dangereuses.

En même temps, cette islamophobie s'avère être un puissant moyen d'éloigner les soutiens possibles à la cause palestinienne en France. C'est pourquoi les agents actifs de l'islamophobie sont aussi souvent de fervents partisans d'Israël. La question sociale et la cause palestinienne sont donc consubstantiellement liées. La classe politique ne s'y

est pas trompée en élevant le sionisme au rang d'idéologie officielle de l'Etat Français. En ce qui concerne les dominés, le niveau d'implication dans le soutien à la cause palestinienne constituera sans doute le révélateur de l'autonomie de leur mouvement et de leur maturation politique. Il semble urgent aujourd'hui de mobiliser les énergies pour contrer cette politique répressive fondée sur le racisme. Il est également urgent de rassembler et instaurer un rapport de forces propre à défendre la liberté d'expression pour imposer une voix nouvelle, celle des minorités issues des anciennes colonies.

Comité Action Palestine

Octobre 2014

Saluons la grande victoire de la résistance palestinienne à Gaza

Comité Action Palestine (août 2014)

Après 50 jours de combat, la victoire de la résistance palestinienne est indiscutable, n'en déplaise aux médias et hommes politiques à la solde du sionisme. L'entité sioniste vient de capituler devant la détermination et les succès des organisations palestiniennes. Non seulement, l'ennemi sioniste n'a pas atteint ses objectifs (anéantissement de la résistance armée), mais il a, de surcroît, cédé aux exigences des combattants : la levée du blocus qui asphyxait la population de Gaza. Cette victoire prouve aussi que l'ennemi ne connaît que le langage de la force. Négocier, parler de paix c'est

tomber dans le piège de l'ennemi qui joue sur le long terme et la politique du fait accompli. Cette victoire prouve une fois de plus que la lutte armée reste la seule voie de libération nationale.

Cette victoire a été rendue possible grâce à la collaboration étroite entre toutes les factions de la résistance : Hamas, Jihad islamique, FPLP, comités populaires de la résistance. Cette victoire n'est cependant qu'une étape vers la libération de la Palestine. Ce chemin reste long et périlleux. L'ennemi ne lâchera pas de sitôt. Mais la résistance nous a montré le chemin : détermination, discipline et unité pour réaliser les objectifs et ne pas céder sur les principes : la libération nationale par la résistance armée, parce que l'ennemi ne laisse pas le choix.

Le Comité Action Palestine n'a jamais douté de cette victoire. Dès le début de l'agression, nous alertions ainsi les consciences « Depuis les années 2000, Israël perd toutes les guerres face aux Libanais en 2000 et 2006, puis aux Palestiniens en 2008-2009 et en 2012. Cette nouvelle guerre coloniale, Israël la perdra aussi ». Cet été, la résistance a infligé à l'occupant de lourdes pertes humaines et économiques, et a réussi à semer le doute et la peur chez les colons. Rien ne sera plus jamais comme avant.

N'en déplaise à certains, cette victoire démontre bien que le soutien inconditionnel à la résistance pour la libération de la terre arabe de Palestine, principe politique de base de notre organisation depuis 10 ans, est la seule position honnête que doit adopter le mouvement de solidarité envers le peuple palestinien.

Le Comité Action Palestine salue la victoire obtenue par le sang des martyrs, héros du peuple arabo-islamique. Nous saluons tous ces hommes, jeunes ou moins jeunes, toutes ces femmes et tous ces enfants tombés en martyrs pour que vive à jamais la Palestine. Gaza la déshéritée a mis à genoux

l'ennemi sioniste et avec lui toute la puissance occidentale.

Un peuple qui réclame l'indépendance et la justice ne peut que triompher.

Vive la résistance du peuple palestinien !

En Palestine, il n'y a pas d'autre choix : la résistance jusqu'à la libération

Depuis le 8 juillet, Israël bombarde sans discontinuer la Bande de Gaza, faisant subir à la population palestinienne les pires atrocités. Depuis un mois et demi, plus de 2000 Palestiniens sont tombés en martyrs dont un grand nombre d'enfants et l'on compte 100 000 déplacés à l'intérieur de la bande de Gaza. Dans cette guerre asymétrique, rien n'a été épargné par les bombes de l'occupant sioniste : habitations, mosquées, hôpitaux, résidences pour handicapés.

Après une trêve de cinq jours, l'agression sioniste a repris, déployant son impitoyable force de destruction. Les cadres de la résistance sont particulièrement visés. L'occupant sioniste ne veut rien entendre des revendications légitimes de la résistance, pourtant minimales : fin du blocus de Gaza et ouvertures des points de passage.

Mais la résistance ne lâchera rien sur ses revendications. Après ce nouveau sacrifice du peuple de Gaza, il est en effet impossible pour les Palestiniens de revenir à la situation antérieure, intenable tant le blocus maintient les Gazaouis dans des conditions de vie inhumaines. Ils le savent et, que

ce soit à Gaza et dans toute la Palestine, ils s'unissent derrière les organisations qui mènent le combat. La résistance n'a pas le choix, résister ou périr. Face à elle, l'ennemi sioniste n'a pas le choix non plus : continuer l'agression pour affaiblir la résistance ou s'affaiblir lui-même.

Car chaque guerre israélienne contre les Palestiniens poursuit le même objectif : anéantir la résistance palestinienne afin de mieux poursuivre le plan israélien de colonisation de toute la Palestine . Mais inlassablement la résistance met en échec le projet sioniste. Chaque guerre renforce la résistance palestinienne et affaiblit l'ennemi sioniste. Encore une fois la détermination et l'intelligence de la résistance palestinienne surprennent les agresseurs israéliens et le monde. Fortes de leur soutien populaire les branches armées de l'ensemble des organisations de la résistance ont montré leur capacité à atteindre avec leurs roquettes la totalité des cibles stratégiques en Palestine occupée : Tel Aviv, Jerusalem occupée, Dimona, Haifa, les plateformes gazières en Méditerranée. La force de la résistance est également remarquable au sol infligeant de lourdes pertes à l'ennemi. Seule la lutte armée a montré son efficacité et la montre encore.

« C'est toujours l'opresseur, non l'opprimé, qui détermine la forme de la lutte. Si l'opresseur utilise la violence, l'opprimé n'aura pas d'autre choix que de répondre par la violence. Dans notre cas, ce n'était qu'une forme de légitime défense » (Nelson Mandela).

Cette nouvelle bataille a permis de prendre la mesure du degré de soumission de la « communauté internationale » et, notamment, celle des Etats arabes au sionisme. Les régimes arabes, alliés de l'impérialisme occidental, ont donné leur accord tacite pour que l'entité sioniste en finisse avec la résistance du peuple palestinien. La survie de ces régimes dépend du maintien du statut quo politique dans la région.

En France, cette agression nous montre encore une fois que l'Etat est un allié indéfectible de l'Etat sioniste. L'interdiction des manifestations et les condamnations d'un certain nombre de manifestants montrent que les principes dits démocratiques sont piétinés dès lors que la politique de génocide en Palestine est contestée. Les très timides dénonciations des massacres à Gaza par F. Hollande ne trompent personne.

Les Palestiniens ne devront désormais compter que sur leurs propres forces et la vague de soutien populaire dans le monde entier. Et, il semble bien que l'Histoire de la Palestine soit aujourd'hui à un tournant. Sur les traces de la résistance des Vietnamiens, des Algériens, des combattants du Hezbollah au Liban, les Palestiniens marchent vers la victoire. La sauvagerie du colonialisme juif n'a pas pu les faire plier.

Le Comité Action Palestine réaffirme son soutien inconditionnel à la résistance palestinienne pour la libération de la terre arabe de Palestine. Il dénonce l'abject soutien de l'Etat français aux massacres sionistes. Il souhaite rendre hommage à tous les Martyrs de cette cause qui ont donné leur vie pour la justice et la liberté en Palestine mais aussi dans le monde entier.